

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Marché du travail : le BIT veut améliorer le système d'information au Gabon

ENA
Libreville/Gabon

F AISANT suite aux recommandations d'un précédent atelier sur " la validation des recommandations de l'étude sur la cartographie des institutions en charge de l'information sur le marché du travail et de l'anticipation des compétences ", le Bureau international du travail (BIT) a ouvert, mardi dernier, une rencontre d'experts sur le thème de " l'élaboration du plan d'actions pour l'amélioration du système d'information sur le marché du travail et l'anticipation des compétences au Gabon ".

Étant donné que l'objectif glo-

bal de ces assises est d'élaborer un plan d'actions non seulement pour l'amélioration du système d'information sur le marché du travail, mais aussi pour l'anticipation des compétences, les participants avaient à cœur d'éplucher plusieurs déclinaisons dont : un secteur d'activité économique porteur de croissance sur lequel pourrait être réalisée une étude selon la méthodologie Sted (Skills for trade and economic diversification ou en français " Compétences pour le commerce et la diversification économique "); une équipe tripartite (administration, employeurs, salariés) pour la coordination et le renforcement du système d'infor-



Les représentants d'entités lors de l'ouverture de l'atelier.

mation sur le marché du travail et des pratiques d'anticipation des besoins de compétences; les grandes lignes du plan d'action pour l'intégration de l'anticipation des compétences dans le système d'information du mar-

ché du travail au Gabon.

Le directeur général de l'Emploi, Jean-François Tomo Eyene, a souligné l'intérêt de cet atelier qui doit concevoir un document de travail à l'intention du gouvernement. Et Albert Nan-

ga, coordonnateur national du projet BIT Sifa, de cerner les résultats attendus, d'autant que le facilitateur, Dr Bon-Jean Félicien Badjyenda, s'est fait le devoir de revenir sur les attentes des gouvernants quant à ces travaux.

Habitat: 401 logements à l'horizon 2023

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

D ANS le cadre du projet de construction de logements et divers équipements collectifs développés par la société One Link Group Holding Gabon, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Olivier Abel Nang Ekomiye, a procédé, mercredi dernier, à la pose de la première pierre de ce chantier prioritaire dans la feuille de route issue du Plan d'accélération de la transformation (PAT).

En effet, ce projet, qui vise à améliorer le cadre de vie de bon nombre de nos compatriotes, va mettre à disposition 401 logements et divers équipements collectifs compris. Selon le directeur général de la société One Link, Feng Yuzhao, la construction de ce lotissement se déroulera en trois phases. La première concerne la construction achevée prévisionnelle de 66 logements de plain-pied, 29 logements R+1, 3 maisons de relogement et 6 bâtiments à usage commercial.

Le tout livrable vers juin 2023. La deuxième phase se caractérisera par la construction achevée prévisionnelle de 170 logements de plain-pied. Et la troisième phase comprendra la construction achevée prévisionnelle de 6 logements de plain-pied, 127 logements R+1 et 5 bâtiments à usage commercial. " Le projet que nous lançons ce jour se veut avant-gardiste. Car, outre la construction des logements, baptisés " Cité-moderne ", il inclut l'aménagement des voiries à l'intérieur de la cité, la voie d'accès, les amenées d'eau et électricité ainsi que la construction des locaux à usage commercial qui font défaut dans la zone d'Akanda ", a indiqué le ministre Nang Ekomiye.

À noter qu'il ne s'agit pas pour ce projet d'un marché public ou d'une convention de partenariat public-privé, mais d'une entente " sui generis ". La société One Link Group Holding Gabon finançant sur fonds propres l'ensemble du projet qui n'induit aucune dépense publique ni d'avantages fiscaux-douaniers.

Économie verte : l'Afrique centrale pour la valorisation de son capital naturel



Les participants à la rencontre de Libreville sur la conférence africaine sur l'économie verte tenue au Nomad du 28 au 29 juin 2022.

GM.NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

P ARCE QUE la sous-région Afrique centrale regorge de grandes ressources; parce que ces ressources sont peu ou sous exploitées, un atelier organisé à Libreville par la Communauté économique de l'Afrique centrale (CEEAC) et le Fonds mondial pour la nature (WWF) a voulu placer au cœur de la rencontre de ses participants, le capital naturel.

Il était ainsi question d'explorer les possibilités d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques visant à mieux valoriser ledit capital, dont l'unicité n'est plus à démontrer en tant que moteur d'une reprise robuste et inclusive et d'une croissance verte pendant et après la pandémie de Covid-19. Prenant appui sur le rapport régional sur "l'avenir écologique de l'Afrique centrale et la reconstruction post-Covid" présenté lors de l'atelier, les participants, venus de la sous-région, entendaient

établir un état des lieux de la préservation du capital naturel. Le tout en définissant les défis auxquels est confrontée la sous-région et qui empêchent l'intégration des approches du capital naturel dans la prise de décisions institutionnelles.

La conférence de Libreville aura aussi été l'occasion de mettre en lumière l'exemple du Gabon sur la préservation et la valorisation du capital naturel dans le pays. L'on pense ici notamment à ce système de crédits biodiversité initié par le WWF.